

matière d'économie, soit davantage axé sur la collaboration;

- revitaliser les filets de protection sociale afin de créer de nouvelles possibilités à exploiter;
- former des alliances stratégiques afin que les Canadiens profitent pleinement des débouchés commerciaux qu'entraîne la libéralisation des échanges;
- trouver les capitaux nécessaires au financement de l'innovation, condition essentielle à la croissance de notre économie axée sur les connaissances.

Pendant toutes les consultations, les Canadiens et Canadiennes ont proposé des moyens pour que le Canada s'adapte aux réalités d'une économie mondiale fondée sur le savoir. Ils ne se sont pas tant concentrés sur ce que devaient faire les gouvernements en vue de cette adaptation que sur ce que peuvent faire et ce que devraient faire les particuliers, les collectivités et les entreprises. La recherche des «meilleures façons de faire» revenait souvent dans les discussions. Les Canadiens et Canadiennes veulent connaître les méthodes sur lesquelles repose la réussite de nos organismes et de nos entrepreneurs. Ils veulent célébrer cette réussite, certes, mais aussi que ces méthodes soient largement diffusées de manière que tous les Canadiens et Canadiennes y aient part.

Les participants reconnaissent que le gouvernement a un rôle à jouer, mais veulent aussi plus d'autonomie. Ils sont conscients des nombreux éléments que peut et doit améliorer le gouvernement, mais la plupart conviennent aussi qu'il ne sera pas possible de relever nos défis ressortissant à l'acquisition du savoir et à la compétitivité en remettant aux gouvernements une liste de voeux pieux. Au contraire, ils se tournent vers leurs collectivités, leurs entreprises et leurs associations pour se doter des moyens voulus pour acquérir des compétences et devenir des compétiteurs plus puissants.

Le défi, pour le gouvernement, consiste à trouver la juste mesure de gestion qui sera requise dans l'avenir - je suis convaincu que nous ne ferons pas l'unanimité sur la quantité ou le type d'instruments que nous utilisons. Pour relever ce défi, il faut changer le style de leadership. Au lieu que les gouvernements et d'autres intervenants agissent de leur côté, sans trop s'intéresser à ce que font les autres, nous devons trouver un meilleur équilibre. Un équilibre qui tienne compte de la nécessité de prendre des décisions, mais aussi de la nécessité d'assurer le plus vaste appui possible aux décisions prises.

Il se dégage nettement des consultations le fait que les Canadiens et Canadiennes veulent être maîtres de leur destinée, au lieu de subir une destinée choisie pour eux par le marché international. Les Canadiens et Canadiennes exigent des mesures urgentes pour ce faire. Qui plus est, ils le veulent, pas